



COMPTE CDAS du 15/12/17 et CNAS 20/12/17

Cher(e) camarade,

Ce 8 décembre s'est déroulé sur le Camp EPAF de La Réunion le dernier CDAS de 2017.

Il convient en 1er lieu de préciser que pour ce CDAS présidé par M Patrice VERNET, Directeur Régional des Douanes Réunion, étaient présents le directeur de l'EPAF au cas particulier M Claude BAZILE accompagné de Caroline DULOUS-DEUGNIERE.

Il y avait aussi les représentants de l'INSEE, la DGFIP, DIEECTE, ainsi que les correspondantes de l'action sociale avec la délégation de l'action sociale.

Toutes les Os étaient présentes à ce CDAS.

Ce qui semble logique au vue des informations transmises sur l'ouverture de ce camp et des tarifs spécialement concoctés pour les Réunionnais par les représentant de l'EPAF présents ce jour.

On remercie vivement l'EPAF de ce geste, un geste dont en s'en passerai bien, mais un geste que ces deux personnes assument complètement lors des échanges vifs durant cette séances du CDAS.

INADMISSIBLE EN L'ETAT ET PLUS QUE VEXANT.

La section **FO** était représentée par Darwin DAMBREVILLE (DGFIP) et Fabienne SAMAIN (Douanes).

Dès l'ouverture du CDAS par M.VERNET, toutes les Os, oui toutes les OS, ont plus que vivement critiqué le message envoyé aux Réunionnais du ministère des Finances sur les tarifs dit «locaux» (document joint).

Les mots sont faibles, mais cela est plus qu'une indignation, cela s'apparente au mépris et au rejet.

Il n'est pas si loin, le temps ou pour exclure une catégorie sociale, culturel voir ethnique, qu'on instaurait des critères plus que subjectifs, et la notion de discrimination n'est pas si éloignée quand on voit ce qui est fait au cas particulier.

**Que dire de ce tarif assumé par le staff de la direction de l'EPAF ici présente.
Que dire, les mots et la colère ne suffisent pas pour être retranscrit.
Que dire sur ce choix assumé et envoyé aux Réunionnais.**

FO Finances de La Réunion a eu le soutien des autres sections **FO** des DOM COM face à cette ignominie.

La réponse du directeur de l'EPAF et de sa collaboratrice est la même: «**Tarifs assumés pleinement.**
«**Tarif plus cher, et assumé parfaitement par ces représentants de l'EPAF qui considèrent cela comme un geste pour le public métropolitain.**»

Quand **FO** soulève que les «réunionnais» n'ont pas de tarifs promotionnel pour les centres de métropoles et ce tant sur les billets d'avions que sur le tarifs lors du séjour. Pas de réponse de l' EPAF excepté que le choix est assumé.

La section **FO** enfonce un peu plus les incohérences des propos du directeur de l'EPAF et de sa collaboratrice, en donnant des exemples tel que: il sera plus facile de partir à l'île Maurice que de venir au camp EPAF de La Réunion.

Camp, qu'il convient de préciser , était le seul camp accessible au public réunionnais et du fait de cette nouvelle politique budgétaire en exclus la plus grande majorité.

Bien évidemment aucune réponse de l'EPAF, quel courage, excepté la même litote, «On entend vos indignations , on s'excuse mais tarifs assumés».

Il n'est fait d'aucune ouverture de la part de l'EPAF pour revoir le tout.Rien.

En une phrase, se faire confisquer un camp de loisir local pour des bénéficiaires externes.

Bel exemple de politique de l'EPAF qui se vende d'une mixité dans ses centres.

A cela **FO** demande quel exemple de mixité, la réponse est stupéfiante: il y a autant de catégorie A, B et C.

FO rétorque «Mais beaucoup d'agents des DOM COM se censurent et donc n'entre pas dans vos satisfactions car ne viennent pas. C'est La voix du silence.

Le silence des agents qui sont exclus d'office.

Cela est inadmissible.

Et donc vous, oui vous représentants de l'EPAF, vous excluez d'office ces DOMiens qui ne peuvent supporter 3 voir 4 billets d'avions et les tarifs non avantageux pour ces ultra marins pour bénéficier des camps EPAF de la métropole.

Billets d'avions qui le plus souvent sont plus cher vers la métropole que pour La Réunion.»

Bien évidemment c'est un choix assumé par l'EPAF.

Pourquoi ne pas faire supporter le coût des billets d'avions en faisant une hausse sur tous les centres de 1 voir 2 € que d'imposer aux réunionnais de payer le surcoût pour les métropolitains et de se faire re-punir en ayant en plus des tarifs plus chers.

Si cela ne suffit pas comme motif d'indignation, les périodes creuses et plein tarifs imposées aux réunionnais, et qui est encore un motif de plus à discussions.

Partons plus loin dans ce mépris, l'imposition des périodes de fermetures du centre sont durant nos grandes vacances.

Merci qui Merci EPAF.

La tentative de réponse de l'EPAF est , «nous sommes présents on peut discuter, on peut revoir un peu cela».

Toutes les OS trouvent cela choquant et s'en suit encore de vifs échanges entre l'EPAF et les OS.

Si cela est encore motif à discussions , Pourquoi en faire la diffusion et de venir pour acter cela.

Pourquoi les catalogues sont déjà finalisés avec ces tarifs.

Encore des incohérences, et le manque de bonne fois de la part de l'EPAF.

Les sections restent, et durant ces échanges **FO** Finances 974 contacte **FO Finance national** car le 20 décembre, jour au combien symbolique localement, doit se dérouler à Bercy le CNAS (conseil national de l'action sociale) et ce pour mot d'ordre l'action sociale au sein des DOM COM (liminaire jointe au présent compte rendu).

2 Os précisent au directeur de l'EPAF, que ce 20 décembre 2017, ces propos et choix tarifaires seront remis à discussions.

Bien évidemment **FO Finances 974** a fait la retranscription de toute la durée de ce CDAS à Paris.

L'EPAF revient sur ce choix tarifaire et précise que cela se voit dans les catalogues.

Mais nous n'avons pas le même catalogue semble t il.

Plusieurs fois ces représentants de l'EPAF tentent de désamorcer la problématique et disent «qu'ils 'sen excusent et entendent nos griefs».

FO revient à la charge sur cette sémantique car entendre n'est pas écouter.

FO interpelle le directeur de l'EPAF, sur ses propos «Vous entendez mais ne revenez pas sur les tarifs, vous entendez veut bien dire entendre un son mais vous n'écoutez pas nos remarques vous n'écoutez pas nos arguments, vous n'écoutez aucune Os ici présente...

Nous **FO** ne jouons pas sur les mots, les mots ici présents sont les votre vous n'avez que faire de nos remarques. Pour vous il ne s'agit que d'un groupe de son que vous entendez mais n'écoutez absolument pas».

Voilà le bas qui blesse.

La seule réponse faite et répétée de l'EPAF est, «faire venir des métropolitains et instaurer que des tarif majores aux réunionnais et surtout peu de période creuse aux locaux».

Et cerise sur le gâteau, la période creuse oui la période porte sur une période scolaire donc les familles ne viendrons pas car enfants scolarisés.

FO demande si ce surcoût des séjours pour le public local est mis en place car il y a une sur rémunération. Pas de réponse de l'EPAF claire, « honnête » et « assumée ».

FO a encore insisté que si cela est une logique de l'EPAF de rendre le centre plus viable avec le plus de vacanciers pourquoi pas des lors de faire de même pour les agents des DOM COM sur les centre EPAF de métropoles.

Réponse de l'EPAF:non.

Réponse négative, tout à fait logique d'après les propos de la matinée, le public métropolitain se suffit à lui même pour les centres de métropoles pas besoin d'avoir des insulaires en plus.

Qu'elle est belle l image de l'action sociale de l'EPAF.....

Merci qui? merci EPAF.

Merci EPAF de faire porter le prix du billet d'avion aux réunionnais, merci de ce choix, merci de nous remettre à notre place d'insulaire, de domiens. Merci.

Et encore bravos de vos propos, «choix assumé sur la grille tarifaire».

La section **FO FINANCES 974** ne laisse pas tomber ce sujet et ne laissera pas cette ignominie s'installer.

N'HESITEZ PAS A CONTACTER VOS REPRESENTANTS FO.

Vos Délégués **FO** G.JUSTOME (Titulaire DRFIP) D.DAMBREVILLE (Suppléant DGFIP)
Experte DRFIP : F.SAMAIN (Experte DRDDI)

site internet FO -DRFIP de la Réunion :

<http://www.fo-dgfip-sd.fr/974/>
adresses de contact :DGFIP fo.drrip974@gmail.com fo.drrip974@dgfip.finances.gouv.fr
Douanes fo.drddi974@gmail.com

FO-DGFIP Réunion, ZAC BANK 1, rue du Père Raimbault CS 97751 Saint-Pierre CEDEX
FO Douanes de La Réunion 81 rue Labourdonnais 97 400 St Denis
FO Finances de La Réunion 81 rue Labourdonnais 97 400 St Denis